Projet de loi 173 :
Pour lutter contre la pauvreté et améliorer la
situation financière des personnes handicapées

Mémoire déposé par :
Le CAPVISH (Comité d'action des personnes vivant des situations de handicap)

Québec, avril 2018

Introduction

Nous sommes le CAPVISH; un organisme situé en plein cœur du quartier Saint-Roch ayant pour mission de défendre les droits des citoyens handicapés habitant la grande région de la Ville de Québec. C'est par des recommandations et des actions concrètes que nous veillons à la qualité de vie de ces personnes. Le présent document se veut être le résultat d'une consultation auprès de notre conseil d'administration qui a permis d'alimenter le contenu de ce mémoire faisant état de notre réaction au projet de loi no 173.

La lutte contre la pauvreté au Québec est un combat sans relâche qui exige des efforts constants. La situation est particulièrement vraie pour les citoyens vivants avec un handicap contraignant. Malheureusement, il est fréquent que les personnes handicapées qui ne sont pas physiquement aptes à intégrer le marché du travail ne puissent que difficilement participer à la société. Plus souvent qu'autrement, ces dernières se retrouvent isolées et dans l'incapacité de vivre adéquatement dans la communauté. Les statistiques en font malheureusement la preuve.

En effet, une plus grande proportion de personnes vivant avec une incapacité sont seules (27%) alors que la proportion est de 15% pour celles sans incapacité. Il s'agit du même son de cloche pour ce qui est du revenu personnel. Plus de 37% des citoyens vivant avec une incapacité déclare avoir un revenu annuel inférieur à 15 000\$ alors qu'il s'agit de 29% pour ceux sans incapacité. Ces données démontrent très bien que les citoyens handicapés, bien malgré eux, sont dans une situation davantage précaire que les citoyens vivant sans incapacité.

En tant qu'organisme communautaire voué à la défense des droits et la participation citoyenne des personnes handicapées, nous voyons quotidiennement que la situation n'est pas rose pour ces individus. Et malheureusement, si aucun effort n'est apporté rapidement, la situation risque encore de se détériorer. En sachant pertinemment qu'une proportion grandissante de celles-ci doit évoluer dans une situation de précarité, l'ajout d'une mesure financière pour les aider est plus que nécessaire. Le besoin est même criant!

Il s'agit de la raison pour laquelle nous ne pouvons que voir d'un bon œil le projet de loi no 173 et sa visée d'instaurer un revenu de base pour les personnes qui ont une contrainte sévère à l'emploi. Depuis de nombreuses années, nous avons martelé qu'il est nécessaire d'instaurer cet appui financier. À ce jour, il est

malheureux de constater que les personnes handicapées ayant une contrainte sévère à l'emploi sont dans l'impossibilité de travailler et ne peuvent donc pas accumuler un revenu suffisant pour participer adéquatement à la société.

Les requêtes que nous recevons quotidiennement en lien avec la recherche de logements abordables ou sociaux et de service de maintien à domicile gratuit financé par le CIUSSS, ou peu coûteux, nous sont demandées de plus en plus souvent. Ce qui nous amène à la conclusion que, même avec le critère de «contraintes sévères à l'emploi» tel qu'il est connu actuellement, les citoyens handicapés bénéficiant de l'aide sociale peinent à joindre les deux bouts.

Une ouverture plus que nécessaire

Nous ne pouvons que nous réjouir de la compréhension que le gouvernement du Québec fait preuve à l'égard de plusieurs citoyens ayant du mal à intégrer la société. Plus qu'un simple geste que l'on pourrait qualifier d'empathique, la mise en place d'un revenu de base permet d'apporter un soutien concret à ceux qui sont en situation de «contraintes sévères à l'emploi».

L'individualisation des dossiers est particulièrement appréciée dans le projet de loi no 173. Les personnes handicapées pourront ainsi jouir d'une plus grande liberté alors qu'ils pourront s'afficher en couple sans avoir à «cacher» leur relation par peur de perdre leurs prestations de solidarité sociale. Cette section visant à contrer le phénomène de l'isolement vécu par les personnes handicapées est grandement considérée.

Une autre mesure intéressante permettant une plus grande autonomie financière est celle donnant l'occasion aux personnes handicapées qui peuvent difficilement intégrer un nouvel emploi et le maintenir. En effet, en 2023, les gens qui n'auront pas travaillé plus de 6 mois dans les derniers 72 mois auraient accès au revenu de base. Par contre le gouvernement augmente la permission d'accumuler des revenus de 200\$ au lieu de 100\$.

- ➔ Nous proposons d'augmenter cette part à 500\$ pour que les gens puissent travailler un peu et que se revenu soit vérifié annuellement plutôt que mensuellement, car des gens peuvent travailler de manière saisonnière.
- ➔ Nous proposons également que la période d'attente de 72 mois soit réduite. Aussi, que les enfants lorsqu'ils atteignent l'âge de 21 ans qu'ils soient automatiquement sur le régime du revenu de base.

Ces personnes, absentes du marché du travail ou ayant peu travaillé et cotisé à des régimes de rentes, n'ont actuellement qu'un faible soutien au revenu. La possibilité pour celles-ci d'améliorer leurs conditions de vie était donc très réduite par rapport aux autres personnes.

Nous saluons également le fait qu'une fois sur le programme du revenu de base, les gens peuvent travailler comme ils le veulent et qu'ils seront imposés à leur revenu global. Les avantages sont ainsi considérables pour que les personnes lourdement handicapées soient au même pied d'égalité que tout le monde.

Nous croyons que, par cette mesure, le gouvernement du Québec manifeste une des initiatives les plus porteuses des dernières années en lien avec le soutien au revenu pour les personnes handicapées.